

Kosovo: jugement de crimes contre l'humanité



<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/07/29/97001-20140729FILWWW00179-kosovo-jugement-de-crimes-contre-l-humanite.php>

Mis à jour le 29/07/2014 à 14:48

Plusieurs membres de la hiérarchie de l'ancienne Armée de Libération du Kosovo (UCK) seront poursuivis pour crimes contre l'humanité et trafic d'organes devant le tribunal international chargé de juger les crimes de guerre commis pendant le conflit serbo-kosovar, a annoncé aujourd'hui à Bruxelles le procureur responsable de l'enquête internationale. "Les individus poursuivis étaient tout en haut de la hiérarchie militaire de l'UCK", a précisé le procureur américain Clint Williamson au cours d'une conférence de presse à l'occasion de la fin de son mandat. "Au stade actuel, il y aura un seul acte d'accusation visant plusieurs personnes", a-t-il indiqué.

Clint Williamson a refusé de donner les identités des personnes qui seront mises en accusation. Le Premier ministre kosovar Hashim Thaçi était le chef de la guérilla indépendantiste kosovare pendant le conflit et a été mis en cause par le rapporteur du Conseil de l'Europe Dick Marty. "Je ne peux pas être plus spécifique, ni entrer dans ce niveau de détails à ce stade. Les mises en accusation se feront une fois la cour mise en place et pour le moment nous devons rester discrets sur la teneur de nos enquêtes", a-t-il expliqué. "Mais je peux dire que nos conclusions sont cohérentes avec le rapport Marty", a-t-il toutefois précisé.

Trafic d'organes sur "moins de dix cas"

Le procureur Williamson a tenu à préciser que la partie de l'enquête sur un trafic d'organes prélevés sur les victimes du conflit portait sur "moins de dix cas". "Exagérer les chiffres ou dire que chaque serbe porté disparu ou tué a fait l'objet d'un prélèvement d'organes ne sert aucun intérêt, mais augmente la détresse des familles des disparus, car il n'y a aucune preuve", a-t-il insisté. L'enquête menée par les services dirigés par le procureur Williamson a porté sur 500 personnes tuées et 300 personnes portées disparues. "Il s'agit de Serbes, de Roms et d'Albanais du Kosovo", a-t-il précisé.

Clint Williamson a confié que des pressions ont été exercées pour "intimider ou influencer les témoins". Le tribunal international pour les crimes de guerre commis au Kosovo doit encore être mis en place. "Un Etat a dit être prêt à l'accueillir, mais les négociations sont encore en cours", a-t-il indiqué. Il sera composé de procureurs, de magistrats et de juristes internationaux, a-t-il ajouté. Le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ne peut se charger de ces procès car sa compétence a été limitée aux crimes commis pendant le conflit armé. Or les crimes au Kosovo ont été commis après l'accord conclu en juin 1999 et le retrait des forces serbes du Kosovo, a-t-il expliqué.

LIRE AUSSI:

» Kosovo: un tribunal pour crimes de guerre créé¹

Liens:

¹ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2014/04/23/97001-20140423FILWWW00208-kosovo-un-tribunal-pour-crimes-de-guerre-cree.php>